

Enfin, monsieur le Président, le Conseil économique du Canada a montré que la mise en oeuvre de cette taxe entraînerait une baisse de 2,4 p. 100 des salaires réels, en 1991.

• (2150)

Or, une telle baisse représente une diminution sensible du niveau de vie des travailleurs canadiens.

Par ailleurs, le *Conference Board du Canada* prédit que 71 000 emplois pourraient disparaître en 1991 seulement. Enfin, les recherches effectuées par le Conseil économique indiquent qu'il faudra que les taux d'intérêt grimpent si l'on veut essayer de limiter l'effet inflationniste de la TPS, et ce dès 1991.

Pratiquement toutes les études économiques qui sont faites, sauf celles qui sont préparées à la demande du gouvernement, prédisent que la TPS fera grimper le taux d'inflation et celui du chômage et qu'elle ralentira la croissance économique en 1991.

[Traduction]

Il est bien connu que la petite entreprise contribue à la vigueur économique du Canada. Le secteur de la petite entreprise crée plus d'emplois pour les Canadiens que tout autre secteur. Pourtant, la taxe sur les produits et services proposée par le gouvernement frappera ce secteur plus que tout autre secteur du milieu des affaires.

Le problème de confusion est très grand dans la délimitation de ce qui est taxé et ce qui ne l'est pas. La taxe sera-t-elle incluse dans le prix affiché ou ajoutée à la caisse? Comment le détaillant décidera-t-il? Comment le consommateur saura-t-il où la taxe est ajoutée?

La Fédération canadienne des entreprises indépendantes évalue à un milliard de dollars le seul coût de l'adaptation des caisses enregistreuses pour que le montant de la TPS paraisse sur les coupons caisse.

Les coûts du personnel supplémentaire et de la formation ainsi que le temps nécessaire pour prélever la taxe au nom du gouvernement seront eux aussi astronomiques. Mais ce n'est pas tout.

La petite entreprise sera la première à sentir la baisse de pouvoir d'achat des consommateurs lorsque ces derniers commenceront à se serrer la ceinture parce que la taxe leur laissera moins d'argent disponible.

### *Initiatives ministérielles*

Les propriétaires d'entreprises de ma circonscription d'Ottawa-Centre me disent que les consommateurs commencent déjà à dépenser moins en prévision de l'entrée en vigueur de la taxe. Des entreprises vont fermer.

Les petites boutiques spécialisées comme les boutiques d'antiquités, les philatélistes, les détaillants, les consultants et bien d'autres que je n'ai pas le temps d'énumérer ici, seront durement frappés. Ce n'est là qu'un autre exemple de l'injustice de cette taxe et des effets néfastes qu'elle aura sur l'économie locale et nationale.

La taxe sur les produits et services aura également de graves conséquences sur l'industrie touristique. L'Association de l'industrie touristique du Canada a démontré que d'ici 1992, le Canada perdrait plus d'un milliard de dollars par année en raison de la TPS.

Selon l'Association canadienne des restaurateurs et des services de l'alimentation, les 230 millions de dollars générés par la taxe fédérale à l'heure actuelle— en majeure partie, je le précise, au moment de la vente de matériel de restaurant—deviendront 1,16 milliard de dollars lorsque la TPS sera appliquée à un éventail beaucoup plus large de biens et de services du secteur de la restauration et de l'alimentation.

Une étude de Woods-Gordon prévoit que les ventes des services alimentaires subiront une chute de 5 à 7 p. 100 après l'entrée en vigueur de la taxe. L'Association des hôteliers du Canada s'oppose activement à la taxe.

Les difficultés de l'industrie touristique se feront sentir lourdement dans l'ouest du Canada, mais davantage dans la région de l'Atlantique où cette industrie est en mal de croissance et où l'argent des touristes est une source de revenus importante.

Je n'ai pas à expliquer à mes collègues d'en face ce qu'une industrie touristique chancelante signifiera pour les millions de Canadiens qu'emploie le secteur tertiaire. Disons simplement que cela pourrait signifier un désastre pour eux.

Après avoir fait le tour des conséquences économiques de la taxe sur les produits et services, je voudrais maintenant parler brièvement de ses répercussions sur notre système d'éducation.

Nous avons entendu des députés de tous les partis nous parler de l'importance de l'éducation, non pas seulement pour le développement personnel, mais également pour l'épanouissement de notre culture et pour l'accroissement de notre capacité concurrentielle à l'échelle internationale. Pourtant, cela n'a pas empêché le gouvernement de présenter une taxe qui découragera l'éducation,